

Burundi : l'opposition appelle à boycotter les scrutins législatifs des 23 et 28 juillet

@rib News, 09/07/2010

ADC-IKIBIRI Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi COMMUNIQUE 1. L'ADC-IKIBIRI salue l'initiative engagée par les organisations de la société civile qui avaient voulu faciliter les pourparlers en vue de mettre en place un cadre de dialogue pour vider le contentieux électoral lié à la série de mascarades électorales et l'encouragement de poursuivre cette noble et exaltante mission.

2. Néanmoins l'ADC-IKIBIRI déplore l'attitude du Chef de l'Etat et son gouvernement ainsi que de la CENI de poursuivre leur forcing en ne voulant pas suspendre un processus électoral exclusif, organisé dans un contexte socio-politique tendu.

3. L'ADC-IKIBIRI condamne énergiquement ce manque d'intégrité manifeste de la part des autorités habilitées à régler le climat apaisé propice à des élections régulières.

4. L'ADC-IKIBIRI réaffirme sa volonté de trouver des solutions pacifiques à ce conflit et décline ses responsabilités sur les conséquences fâcheuses relatives au forcing engagé par le Chef de l'Etat et son gouvernement ainsi que la CENI, de poursuivre le processus électoral au moment où les leaders et les membres de l'ADC-IKIBIRI font l'objet d'exécutions sommaires, enlèvements, de tortures, d'arrestations, d'emprisonnements, de privation des droits civils et politiques.

5. De tout ce qui précède, les leaders des partis membres de l'ADC-IKIBIRI appellent tous leurs militants et sympathisants à boycotter le scrutin des législatifs prévus les 23 et 28 juillet 2010. Ils leur demandent de rester unis, de ne pas céder aux actes de provocation et d'intimidation pendant cette période qui précède le retour d'un monopartisme tyrannique.

6. Au Chef de l'Etat, son gouvernement et la CENI, l'ADC-IKIBIRI exige la libération immédiate et sans conditions de tous ses militants incarcérés injustement, l'arrêt des violations des droits civils et politiques de ses leaders et militants ainsi que la suspension du processus électoral biaisé afin d'entamer rapidement un dialogue franc et sincère sur le contentieux électoral entre les différents protagonistes politiques.

7. L'ADC-IKIBIRI demande à la communauté internationale de prendre distance avec toutes les institutions issues de ces scrutins entachés de fraudes massives, d'irrégularités et de violations flagrantes des textes fondamentaux de la République du Burundi en vue de ne pas partager les conséquences néfastes qui en découleront.

Fait à Bujumbura le 09/07/2010

Pour l'ADC-IKIBIRI

NYANGOMA